



# Accélérer la transition vers un développement durable

Rapport fédéral 2007



Construire un monde en développement durable 3

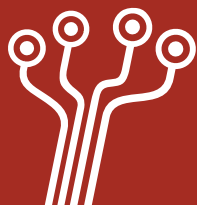
1 Quels objectifs de développement durable pour 2050 ? 5

2 2007, un développement sous pression 8

3 Pyramide et Mosaïque: deux scénarios de développement durable 13

4 20 ans après Brundtland: accélérer la transition 18

Le modèle TransGovern: pour comprendre et gouverner le développement 23



## Construire un monde en développement durable

Que serait un monde en développement durable en 2050 ? Comment participer à la concrétisation de ce mode de développement ? Pourquoi intégrer des politiques sociales, environnementales et économiques ? Le Bureau fédéral du Plan a centré son **4<sup>e</sup> Rapport fédéral** sur deux scénarios de développement durable qui proposent des réponses à ces questions.



Le premier scénario, appelé **Pyramide**, repose sur une coopération internationale renforcée. Des accords entre tous les pays de la planète y introduisent progressivement plus de règles communes. Un progrès technique à grande échelle y rend les consommations et les productions de plus en plus durables.



Le second scénario, appelé **Mosaïque**, repose sur des ambitions nationales plus fortes, comptant moins sur le renforcement de règles internationales. Des formes plus locales de progrès, basées sur la technologie et des changements de comportements plus exigeants, y soutiennent un développement durable.

**Pyramide et Mosaïque** ne sont pas des scénarios catastrophe. Ce sont des scénarios de changement de nos modes de vie. Ces changements sont cruciaux pour assurer un développement durable de notre société. Ils peuvent accroître à long terme notre bien-être et celui des générations futures.

**Pyramide et Mosaïque** sont des utopies réalisables. Leur réalisation dépend des transitions de notre société au cours des prochaines décennies. Ces deux scénarios représentent des transformations de nos modes de consommation et de production. Ils explorent surtout nos systèmes énergétiques et alimentaires.



**Pyramide et Mosaïque** ont été construits avec l'aide d'un panel d'experts extérieurs au Bureau fédéral du Plan, dans un exercice de *backcasting*. Cette méthode adopte une vision de réussite du projet - réalisations des objectifs d'un développement durable - et s'interroge sur les moyens d'y parvenir à partir de la situation actuelle.

Le **4<sup>e</sup> Rapport fédéral** montre aussi qu'une série de tendances actuelles ne sont pas durables. Son analyse indique que des progrès ont été accomplis depuis vingt ans. Le changement est donc en cours. Mais il est trop lent, tant dans les modes de vie que dans les politiques menées pour les changer. Bon nombre de nos activités de production et de consommation nous éloignent d'un développement durable en dégradant les capitaux de base du développement. Le Rapport ne cache pas que les femmes sont particulièrement vulnérables à ces dégradations.

A quoi peuvent servir **Pyramide et Mosaïque** ? Ces scénarios du **4<sup>e</sup> Rapport fédéral** peuvent aider les acteurs d'un développement durable à accélérer la transformation de nos modes de vie. Ils peuvent les soutenir dans la préparation de politiques de transition plus ambitieuses. Les politiques proposées dans ces deux scénarios visent à infléchir les tendances énergétiques et alimentaires actuelles qui ne sont pas durables. Ces tendances fragilisent le développement de toute la planète. La Belgique peut contribuer à les combattre en étant dans le peloton de tête de ceux qui assument leurs responsabilités actuelles et futures.

Le **4<sup>e</sup> Rapport fédéral** comporte aussi une synthèse et des recommandations publiées séparément de l'étude des scénarios et de la situation actuelle, à l'attention des décideurs en général et des autorités fédérales en particulier.





## I. Quels objectifs de développement durable pour 2050 ?

Des engagements internationaux ont défini les objectifs d'une évolution de la société en faveur d'un développement durable. Ils répondent à des aspirations universelles dans les domaines de la santé, du travail, de la protection des ressources naturelles, etc. Pour concrétiser ces aspirations, le Rapport a bâti un tableau de 21 objectifs de développement durable qui doivent être réalisés en 2050. Ils sont ciblés sur la protection, le rétablissement et l'amélioration des trois capitaux de base du développement: le capital humain, le capital environnemental et le capital économique.



◆ **Un monde plus juste où la pauvreté serait éradiquée, au Nord comme au Sud**

- L'accès à une alimentation saine et suffisante pour tous;
- L'accès à 20 litres d'eau potable par jour au moins pour tous;
- Une espérance de vie de 76 ans en moyenne dans le monde;
- L'égalité des droits entre les hommes et les femmes;
- Un diplôme d'enseignement secondaire pour tous;
- ...



◆ **Des ressources naturelles protégées et gérées de façon durable**

- Une empreinte écologique de chaque pays dans les limites de la capacité biologique de la Terre;
- un réchauffement climatique limité à 2°C par rapport à l'époque pré-industrielle, par une réduction des émissions domestiques de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 de plus de 70%;
- une utilisation privilégiée des matières premières renouvelables;
- la stabilisation du taux d'extinction des espèces;
- ...

◆ **Des modes de production et de consommation qui n'hypothèquent pas l'avenir**

- Une dette publique supportable;
- des actifs financiers investis dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises;
- des technologies respectueuses de l'environnement;
- ...



Le détail des 21 objectifs de développement durable à l'horizon 2050 est repris dans le premier chapitre du 4<sup>e</sup> Rapport fédéral.

## ● 1950 - 2050: l'avenir prend sa source hier et aujourd'hui

Le défi semble de taille pour une société en développement durable en 2050. Et pourtant, qui aurait pu croire en 1950 que certaines des « utopies » de cette époque seraient partiellement ou totalement effectives cinquante ans plus tard ?

- L'affirmation des Droits humains;
- la démarche d'émancipation des femmes;
- l'organisation d'un système international multilatéral au sein des Nations Unies
- une communauté européenne prospère et pacifiée;
- une capacité à échanger et à se déplacer sans précédent, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- ...

Le défi pour 2050 n'est pas moindre. Mais la vision précise de cette société durable dépendra des moyens qui seront consentis pour y parvenir et de la volonté de les mettre en œuvre. Plusieurs types de sociétés durables peuvent être imaginés.



*« L'humanité peut créer un avenir plus prospère, plus juste, plus sûr »*

*Extrait du Rapport Brundtland, 1987*





## 2. 2007, un développement sous pression

Le niveau de vie dans le monde s'est globalement accru au cours des vingt dernières années. Bien qu'inégalement répartis, les modes de vie ont connu des progrès significatifs. Pourtant, il n'y a plus de doute: plusieurs tendances actuelles de la production et de la consommation ne nous mènent pas à un développement durable en 2050.





## ◆ Individualisation et développement durable



Dans tous les pays riches, un processus d'individualisation est en marche. Résultat positif: chaque individu est théoriquement plus libre, davantage maître de son destin.

Mais l'individualisation va aussi de pair avec la multiplication de modes de consommation polluants ou non durables. Dans un contexte de vieillissement de la population et de croissance des flux migratoires de personnes souvent isolées, la société est plus atomisée, plus compartimentée. Il est d'autant plus difficile de diffuser des modes de consommation durable.

L'individualisation touche aussi les modes de production, avec des produits de plus en plus différenciés. Les conditions de production évoluent. Les travailleurs doivent être toujours plus flexibles. Les exigences de production font pression sur leur état de santé physique et mental. L'essor de l'économie de la connaissance requiert par ailleurs des niveaux de qualification de plus en plus élevés, laissant de côté les moins qualifiés.

Le risque est réel d'une dualisation de la société, aussi bien au sein des consommateurs que des travailleurs.



## ● Malgré une population quasi stable

- le nombre de ménages belges est passé de 3,2 à 4,4 millions entre 1970 et 2004;
- le nombre d'habitations particulières en Belgique est passé de 3,6 en 1981 à 4,2 millions en 2001;
- le nombre de voitures en circulation en Belgique est passé de 2 millions en 1970 à 4,8 millions en 2004;
- la part des personnes âgées de plus de 65 ans dans la population belge est passée de 13,4% en 1970 à 16,9% en 2000. Elle devrait être de 26,5% en 2050.



### ◆ Alimentation: entre sous-nutrition et surnutrition

En 40 ans, la disponibilité alimentaire s'est fortement améliorée. L'offre alimentaire permet théoriquement de nourrir la population mondiale. Pourtant, 800 millions de personnes souffrent encore de sous-nutrition, essentiellement dans les pays en développement.

Au Nord par contre, mais aussi dans certaines métropoles du Sud, il est plus généralement question de surnutrition avec un régime alimentaire trop riche en graisses, en sucre et en sel, à l'origine de surpoids, d'obésité et de maladies chroniques. Cette question alimentaire s'imisce le long d'une réelle fracture sociale. Des modes de consommation plus durables émergent progressivement, le plus souvent portés par des associations qui touchent surtout des personnes hautement scolarisées.



À cette pression sur le capital humain, s'ajoute une pression sur le capital environnemental: les modes de production agricole très intensifs en engrais et pesticides sont responsables de la baisse de la qualité des sols, de la perte de la diversité biologique, de risques sanitaires liés à la propagation des pesticides... La consommation de viande provoque une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi la conversion massive d'écosystèmes naturels en terres agricoles. L'utilisation de combustibles fossiles pour le transport d'aliments - en avion, en particulier - fait pression sur les ressources naturelles. Mais le prix payé par le consommateur pour manger du bœuf chilien ou des fraises néo-zélandaises ne reflète pas les coûts environnementaux et sociaux de telles productions.

Quant à la pression sur le capital économique, elle est réelle. Dans le cas de l'obésité par exemple, le coût économique d'une non-intervention serait dix fois supérieur au coût de mesures immédiates de prévention et pourrait représenter jusqu'à 1 % du PIB de certains pays d'Europe.

### ● Malgré un indice de développement humain élevé

- 15% de la population belge vit en dessous du seuil de pauvreté (chiffre 2005);
- 31,4% des Belges présentent une surcharge pondérale, 12,7% sont obèses (chiffres 2004);
- 12,6% des Belges entre 18 et 25 ans n'ont pas de diplôme de l'enseignement secondaire (chiffre 2005);
- dans les pays à revenus élevés, l'empreinte écologique de la consommation d'aliments, de fibres et de bois s'élevait en 2001 à 2,2 ha par personne en moyenne contre 0,5 dans les pays à revenus faibles.

## ◆ Energie: entre demande inassouvie et dégradation environnementale

En 40 ans, l'augmentation de la consommation d'énergie, principalement liée à l'utilisation de combustibles fossiles, a largement contribué à l'amélioration du niveau de vie.

Cette demande d'énergie en croissance continue dans la plupart des pays du monde épuise les stocks de matières premières et accroît la pollution et les émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, dans le monde, 1,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 2,5 milliards utilisent la biomasse traditionnelle (bois, excréments séchés...) pour la cuisine, ce qui provoque de graves pollutions domestiques.

La prolongation des tendances actuelles jusqu'en 2050 conduirait à une véritable explosion des besoins en énergie. S'ils devaient être satisfaits essentiellement par des combustibles fossiles, les conséquences seraient graves: aggravation des pollutions atmosphériques, accentuation du réchauffement climatique, épuisement des ressources, augmentation des prix, pression sur la santé des individus.



Le capital environnemental de la planète se détériore d'ailleurs de façon significative, avec des effets négatifs qui se renforcent en cascade. Les émissions de gaz à effet de serre, en particulier, induisent des changements climatiques qui risquent d'entraîner une élévation du niveau des mers, l'érosion des sols, des événements climatiques violents. En s'accroissant, ces changements pourraient peser sur les approvisionnements en eau douce, étendre les zones de maladies, augmenter le nombre de catastrophes naturelles, accroître les flux migratoires...

Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, de N<sub>2</sub>O et de méthane qui ont augmenté de 70% entre 1970 et 2004, devraient continuer à croître. Les températures pourraient augmenter de 1,1 à 6,4°C au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus de 16.000 espèces sont menacées d'extinction au niveau mondial (chiffre 2006).

Ces risques commencent à être connus mais les conséquences qu'une telle dégradation du capital environnemental ferait courir au budget de l'Etat le sont moins. Il s'agit, par exemple, d'assurer le financement des conséquences du réchauffement climatique ou de la dégradation de la diversité biologique. Le non respect des objectifs d'un développement durable serait coûteux !

Sans inflexion des modes de production et de consommation non durables, leur impact risque d'être insoutenable et certains dommages irréversibles.



### ● Les femmes, une population plus vulnérable

- elles sont majoritaires parmi les personnes les plus âgées;
- elles sont plus nombreuses à travailler à temps partiel ou sous contrat à durée déterminée;
- à travail égal, elles touchent un salaire inférieur, avec un impact réel sur leur situation en matière de pension;
- elles sont moins présentes dans les fonctions dirigeantes et dans les métiers liés aux nouvelles technologies;
- dans les pays du Sud, elles gèrent l'énergie issue de la biomasse traditionnelle, alors que les décisions en matière énergétique incombent aux hommes; elles sont aussi les plus touchées par la pénibilité et les nuisances liées à l'utilisation de combustibles traditionnels.



*« Les dommages causés par le prolongement de nos modes de vie non durables seraient graves ou irréversibles »*



Les tendances non soutenables de notre développement actuel sont détaillées dans la troisième partie du 4<sup>e</sup> Rapport fédéral sur le développement durable.





### 3. Pyramide et Mosaïque: deux scénarios de développement durable

Comment concrétiser un développement durable de la Belgique d'ici à 2050 ? Le 4<sup>e</sup> Rapport sur le développement durable définit deux scénarios de changement des conditions de vie. Ils définissent les politiques nécessaires pour effectuer cette transition et s'appellent Pyramide et Mosaïque. L'un n'est pas meilleur que l'autre, ils sont différents et ils ont en commun d'avoir atteint les 21 objectifs d'une société en développement durable en 2050.



### ◆ Une réflexion transdisciplinaire

Un exercice participatif mené de janvier 2006 à mars 2007, a rassemblé une quinzaine d'experts extérieurs au Bureau fédéral du Plan. Il a jeté les bases des deux scénarios de développement durable proposés dans ce 4<sup>e</sup> Rapport. A l'aide du modèle TransGovern, développé dans le 3<sup>e</sup> Rapport fédéral, cet exercice a produit une première esquisse du monde de demain dans quatre grands sous-systèmes: consommation et société, production et société, énergie et, enfin, alimentation.

### ◆ Des critères de développement durable

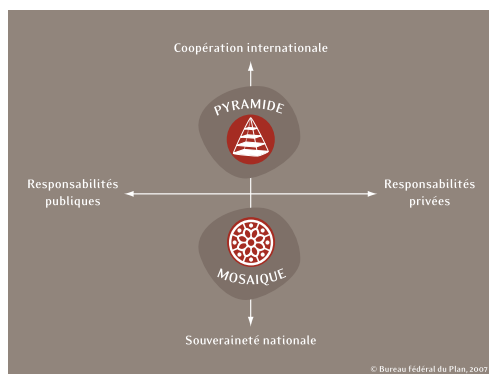
Si ces critères sont respectés dans les deux scénarios, la manière de les appliquer diffère d'un scénario à l'autre.

### ◆ Le degré de responsabilité mondiale

Les deux scénarios supposent que tous les Etats coopèrent à l'effort international pour un développement durable, mais avec une responsabilité spécifique des pays riches.

- **Pyramide** table sur un contexte de coopération renforcée au niveau mondial, avec l'instauration de règles internationales pour réaliser les objectifs de développement durable en 2050. Des partenariats mondiaux faisant appel aux responsabilités communes de tous les pays sont progressivement mis en place. L'action dans **Pyramide** est ainsi guidée par une approche de type *top-down*.

- **Mosaïque** s'inscrit dans un contexte de plus grande dynamique nationale. Car si certains Etats coopèrent et maintiennent le système multilatéral, d'autres lui font obstacle. Et plus grandes sont les difficultés dans la coopération internationale, plus l'action nationale au niveau local a un rôle important à jouer. **Mosaïque** privilégie ainsi l'action de type *bottom-up* pour réaliser les objectifs de développement durable.



## ◆ L'intégration des composantes économique, sociale et environnementale

Les deux scénarios sont liés à la stratégie européenne de développement durable, née à Göteborg en 2001 et revue par le Conseil européen en 2006. L'Union européenne a en effet souscrit à l'objectif ambitieux d'un développement durable pour préserver les capitaux humain, environnemental et économique à long terme. La qualité des connaissances en général, et la science en particulier, sont des éléments cruciaux pour piloter ce développement.



**Pyramide** inscrit le projet d'un développement durable dans un contexte d'institutions européennes de plus en plus fortes dans un cadre mondial dont la cohérence est renforcée. Le scénario table sur un progrès des connaissances plus intensif en capital physique et il est basé sur une croissance soutenue de la productivité du travail.



**Mosaïque** met l'accent sur une croissance plus intensive en travail, basée en priorité sur la création d'emplois durables. Les innovations technologiques et la valorisation des connaissances sont adaptées aux réalités locales. Elles permettent d'encourager avec succès des changements de comportements de production et de consommation.

## ◆ L'équité inter- et intra-générationnelle

Conformément à la définition même du développement durable, les deux scénarios envisagent un droit au développement pour les générations présentes et futures. Ainsi, ne pas reporter sur les générations futures le remboursement de la dette publique est l'un des objectifs communs aux deux scénarios. Il faut pour cela réduire l'endettement de la Belgique à 60% du PIB, tout en gérant le coût du vieillissement.

Ce droit au développement doit par ailleurs être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins liés au développement et ceux liés à l'environnement. Le Rapport souligne ainsi la nécessité d'une croissance économique couplée à une réduction de moitié de la consommation d'énergie pour préserver l'environnement et en particulier lutter contre les changements climatiques. Dans les deux scénarios, la productivité de l'énergie (rapport entre le PIB et consommation d'énergie), augmente d'un facteur 4 entre 2008 et 2050.



### ♦ **La précaution contre les risques graves et la participation de la société civile**

Malgré le progrès des connaissances, il est encore très difficile de mesurer certains défis à relever. Quels seront l'ampleur et les impacts des changements climatiques ? des flux migratoires ? de l'obésité ? De grandes incertitudes subsistent et pèsent sur les décisions politiques. La gestion de ces incertitudes nécessite un dialogue et un partage des connaissances détenues par les différents acteurs de la société.

Dans les deux scénarios les attitudes de précaution face aux risques graves et irréversibles sont largement répandues. Les débats pour préparer les décisions politiques sont ouverts à une société civile très dynamique qui s'organise différemment dans les deux scénarios.

- **Pyramide** privilégie le progrès technologique pour faire face aux incertitudes. La société civile, très mobilisée par les enjeux internationaux, s'organise au niveau international.
- **Mosaïque** met quant à lui l'accent sur le changement des modes de vie et de comportements pour gérer les incertitudes. L'action de la société civile y est plus locale.

Le 4<sup>e</sup> Rapport détaille également l'évolution d'ici à 2050 des modes de consommation et de production dans le sens d'un développement durable. L'énergie et l'alimentation sont des cas exemplaires.

*« Pyramide et Mosaïque empruntent des chemins différents pour atteindre les objectifs de développement durable »*





## ● L'alimentation, deux scénarios au cœur du développement durable



L'alimentation est aussi un domaine d'action essentiel pour un développement durable, avec des effets importants sur la santé humaine, la qualité de l'air, de l'eau et des sols, le niveau de pollution, la biodiversité... Conformément aux objectifs généraux de développement durable, **Pyramide** et **Mosaïque** aboutissent à une société où tous les individus accèdent progressivement à une nourriture saine et suffisante, grâce à une modification de l'alimentation et des processus agricoles.

- Le contenu de l'alimentation est profondément modifié au cours des 40 prochaines années (dans les pays riches, moindre consommation de viande, plus de céréales, de fruits et de légumes). Dans **Pyramide**, les technologies permettent d'améliorer la qualité nutritionnelle des aliments. **Mosaïque** privilégie un changement des comportements alimentaires (plus de produits frais et peu transformés).
- Les techniques agricoles sont modifiées pour réduire la pression de l'agriculture sur l'environnement et garantir l'accès à l'eau. Dans **Pyramide**, la solution passe par l'organisation de l'agriculture au niveau mondial, avec le développement centralisé de nouvelles technologies très respectueuses de l'environnement. Dans **Mosaïque**, l'agriculture locale se développe sur les principes de l'agriculture biologique et l'amélioration des connaissances en agro-écologie permet d'accroître les rendements et de limiter l'usage de l'eau.

## ● Deux scénarios, un même enjeu énergétique

L'énergie est un enjeu crucial du développement durable. Pour atteindre les objectifs de développement durable en 2050, il s'agit, dans les deux scénarios **Pyramide** et **Mosaïque**, de fournir à toutes les populations de la planète un accès à l'énergie et à l'amélioration du niveau de vie. Il faut en même temps réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement global à 2°C. Le développement des sources d'énergie renouvelables, dont la part en Belgique atteint environ 35% dans les deux scénarios, est un facteur clé de ces évolutions.



Un autre facteur clé est l'augmentation rapide de l'efficacité énergétique. Dans **Pyramide**, des progrès technologiques importants permettent d'améliorer considérablement les performances des équipements en matière d'utilisation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre. Quant aux modes de vie, ils s'adaptent à ce type de progrès. Dans **Mosaïque**, ce sont, par contre, des changements considérables dans les comportements qui jouent le rôle moteur des réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Les modes de consommation moins intensifs en énergie sont privilégiés dans les choix des consommateurs, tandis que la société évolue (par exemple au niveau de l'aménagement du territoire) pour rendre ces choix possibles.



#### 4. 20 ans après Brundtland: accélérer la transition

La transition est possible: l'utopie d'une société en développement durable en 2050 est réalisable. Et il existe au moins deux voies pour la réaliser: Pyramide et Mosaïque, les deux scénarios de développement durable présentés dans le 4<sup>e</sup> Rapport fédéral. Reste à accélérer la transition pour faire évoluer nos conditions de vie. Car, si la politique ne peut pas tout contrôler au sein d'une réalité sociale complexe, elle a un rôle essentiel à jouer pour donner l'impulsion.



## ♦ La Belgique en route pour un développement durable

La Belgique est l'un des pays où l'être humain est le plus privilégié: elle occupe la 17<sup>e</sup> place du classement mondial d'après l'indicateur de développement humain (données 2005 du PNUD). Les risques à terme sont pourtant réels en termes de niveau de vie, de santé ou de partage des connaissances, sans parler des risques environnementaux liés à une empreinte écologique nationale très élevée. Le vieillissement de la population, les modes de production et de consommation non durables exercent des pressions structurelles sur son développement.

Très active au sein de la communauté internationale, la Belgique s'est engagée au cours des dernières années dans une démarche nationale de développement durable exemplaire, avec:

- l'objectif de développement durable inscrit dans sa Constitution depuis 2007;
- des organes fédéraux en charge d'une transversalité pour un développement durable;
- des textes de référence forts pour respecter ses engagements internationaux, notamment les différents Plans fédéraux de développement durable;
- une évaluation bisannuelle du degré d'application de la politique fédérale de développement durable. Ainsi, sur les 395 mesures du 2e Plan (2004-2008), 57% sont en cours de mise en œuvre.

Le travail d'analyse et de prospective mené par le Bureau fédéral du Plan permet d'aboutir à des recommandations très concrètes en matière de politique publique, aussi bien en termes de gouvernance que de politique sectorielle.

## ♦ Des efforts de bonne gouvernance

L'évaluation de la politique fédérale de développement durable réalisée à l'occasion de ce 4<sup>e</sup> Rapport révèle des progrès significatifs. Reste cependant la nécessité d'achever la mise en œuvre des mesures du Plan fédéral 2000-2004 et de poursuivre celle du Plan fédéral 2004-2008.

Il faut aussi renforcer le monitoring des mesures contenues dans ces 2 plans. Aucune information n'est encore disponible sur environ 15% des mesures du Plan fédéral 2000-2004 et sur près de 40% des mesures du Plan fédéral 2004-2008.

Une meilleure articulation, sur le long terme, des différents plans thématiques de l'action publique au sein d'une vision globale, permettrait de converger avec efficacité vers un objectif commun. Délais précis de mise en œuvre, objectifs concrets et quantifiés, processus d'évaluation quadriennal renforceraient l'effectivité de ces plans et leur synergie.

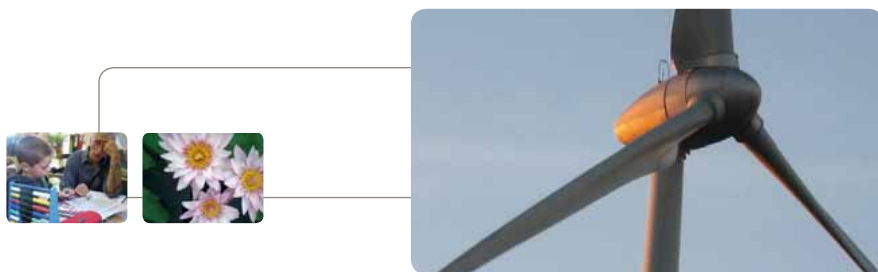


### ◆ Quatre types d'actions à moyen et long terme

Les deux scénarios proposés permettent d'identifier des actions nécessaires pour mettre en œuvre la transition:

- soutenir la politique internationale;
- améliorer la gouvernance belge en renforçant la coordination de la politique fédérale;
- encourager la responsabilité sociétale des producteurs;
- encourager la responsabilité sociétale des consommateurs.

Chaque action s'applique au thème considéré et se décline à moyen (2008-2010) ou long terme (2011-2050). D'ici 2011, les mesures sont identiques dans chacun des scénarios (voir tableaux: système énergétique durable et système alimentaire durable).



*« L'énergie et l'alimentation sont des champs essentiels d'action pour un avenir en développement durable »*

À long terme, la politique menée est différente d'un scénario à l'autre, notamment parce que le contexte international envisagé n'est pas le même. Par exemple:

- en matière de politique internationale, la Belgique s'investirait davantage dans les négociations multilatérales dans **Pyramide**, alors qu'elle travaillerait de façon plus bilatérale dans **Mosaïque** car la dynamique internationale sur le projet de développement durable y est moins forte;
- en termes de R&D, l'accent serait mis sur les programmes soutenant le progrès technologique dans **Pyramide**, tandis que dans **Mosaïque**, ce sont les projets axés sur les changements de comportements qui seraient encouragés;
- la responsabilité sociétale des producteurs comme celle des consommateurs serait encouragée sur la base de campagnes et d'outils internationaux. Dans **Mosaïque**, la démarche serait davantage adaptée au contexte local que dans **Pyramide**.

## Vers un système énergétique durable



Voir chapitre 2.2 du Rapport

En matière de	La Belgique devra, par exemple, d'ici à 2011:
<b>Politique internationale</b>	Adopter un rôle proactif en faveur d'objectifs plus ambitieux de réductions des émissions de gaz à effets de serre et de création de normes internationales pour les émissions de polluants
	Œuvrer à la définition d'une politique climatique mondiale
	Encourager l'inclusion du trafic aérien et maritime dans le système d'échange des permis d'émission, mais aussi la taxation du trafic aérien international, des camions lourds...
	Inclure systématiquement le volet énergétique dans son programme de coopération au développement
<b>Bonne gouvernance</b>	Renforcer la cohérence et l'intégration des politiques en matière énergétique
	Adopter des mesures réglementaires, fiscales et volontaires pour limiter l'étalement urbain, développer les énergies renouvelables, encourager l'usage des transports publics, améliorer l'isolation et la performance énergétique des bâtiments
	Approfondir la politique de gestion durable des pouvoirs publics
<b>Responsabilité sociétale des producteurs</b>	Engager des actions d'information et de sensibilisation pour que les entreprises intègrent mieux l'énergie durable dans leur choix
<b>Responsabilité sociétale des consommateurs</b>	Initier des actions d'information et de sensibilisation pour que les consommateurs intègrent mieux l'énergie durable dans leurs choix de vie et leurs comportements

## Vers un système alimentaire durable

Voir chapitre 2.2 du Rapport

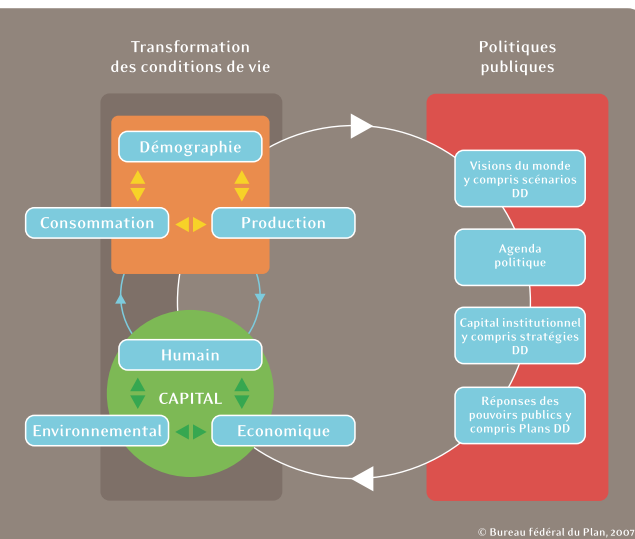


En matière de	La Belgique devra, par exemple, d'ici à 2011:
<b>Politique internationale</b>	Promouvoir le droit à la souveraineté alimentaire, les méthodes de production agricoles respectueuses de l'environnement et les modes alimentaires durables
	Plaider en faveur d'un changement des normes de produits alimentaires destinés aux enfants pour améliorer la qualité de leur alimentation
	Intégrer l'alimentation durable dans les projets de coopération au développement
<b>Bonne gouvernance</b>	Créer un cadre stratégique large des acteurs nationaux de l'alimentation, pour favoriser une approche plus transversale
	Élaborer un Plan national à 10 ans pour une alimentation durable
	Compléter l'étiquetage des produits alimentaires avec des informations nutritionnelles, environnementales et sociales
	Renforcer les règles portant sur la publicité alimentaire
	Relier les différents plans sectoriels: nutrition, biodiversité, réduction des pesticides...
<b>Responsabilité sociétale des producteurs</b>	Définir de nouveaux accords volontaires avec tous les acteurs privés concernés (restaurateurs, traiteurs, producteurs, distributeurs, etc.) pour favoriser une alimentation favorable à la santé et aussi respectueuse de l'environnement que possible
	<b>Responsabilité sociétale des consommateurs</b>
	Mener de nombreuses actions de sensibilisation et d'éducation en coopération avec les communautés

## Le modèle TransGovern pour comprendre et gouverner le développement

Ce modèle permet d'organiser de façon systématique l'information sociale, environnementale et économique disponible sur l'état et les tendances du développement.

Le 3<sup>e</sup> Rapport était centré sur les changements de conditions de vie et de politiques publiques, qu'il analysait à l'aide du modèle TransGovern (voir schéma). Dans ce modèle, les forces motrices de la société, à savoir la démographie, la consommation et la production, exercent des pressions sur les capitaux de base du développement et peuvent en améliorer ou en détériorer l'état. Ces capitaux sont le capital humain, composé du niveau de vie, des connaissances et de la santé de la population, le capital environnemental, qui inclut les ressources naturelles et la diversité biologique, et le capital économique, comportant le capital physique et technologique et le patrimoine financier.



Les transformations des capitaux sous l'effet des différentes pressions ont un effet rétroactif sur les forces motrices. Il existe des dynamiques internes aux capitaux (par exemple un niveau de vie élevée influence positivement la santé) et des influences mutuelles entre capitaux (par exemple la pauvreté peut amener à une utilisation non durable de divers composants du capital environnemental). L'ensemble de ces interactions fait évoluer les conditions de vie. Ces évolutions des conditions de vie, lorsqu'elles amènent une détérioration des capitaux de base du développement, demandent des réponses des pouvoirs publics pour les corriger.

Pour protéger ou améliorer la qualité et la quantité de ces capitaux, les pouvoirs publics peuvent développer des politiques pour intervenir soit sur les forces motrices (afin de diminuer leurs pressions), soit sur les pressions elles-mêmes, soit enfin directement sur les capitaux. Les pouvoirs publics doivent pour cela prendre en compte les risques et les incertitudes existants. Ils sont donc influencés par les perceptions des risques et les visions du monde. En outre, l'agenda politique, les normes et valeurs ainsi que le capital institutionnel influence la formation des politiques.

## Un cadre de réflexion à long terme

Il y a vingt ans que paraissait « Notre avenir à tous », connu sous le nom de Rapport Brundtland sur l'environnement et le développement. Ce rapport mondial a aidé la communauté internationale à prendre conscience de la nécessité d'une transition vers une société en développement durable.

Il y a dix ans, pour réaliser cette transition, les autorités fédérales belges ont adopté une loi qui organise une boucle d'apprentissage de la politique de développement durable. Cette boucle est construite sur la base de Plans qui actualisent et améliorent tous les quatre ans cette politique fédérale. C'est pour préparer et évaluer ces plans que fut confiée au Bureau fédéral du Plan la mission de réaliser des Rapports fédéraux bisannuels sur le développement durable. La Task force développement durable exécute cette mission.



Le 4<sup>e</sup> Rapport fédéral se penche sur les conditions de la transition vers une société en développement durable en 2050. Il montre, à l'aide de deux scénarios, que si la politique parvient à tenir compte systématiquement des défis à long terme, une telle transition est une utopie réalisable.

## Des voies tracées pour accélérer la transition

C'est à partir de ces scénarios d'avenir et de l'évaluation des politiques menées que le 4<sup>e</sup> Rapport fédéral formule des recommandations de politique fédérale de développement durable. Il trace ainsi des pistes concrètes pour accélérer la transition. Tous ces éléments sont offerts aux débats sur le troisième Plan fédéral (2009-2012) qui, selon la loi, devra être adopté en 2008.

## Vous souhaitez en savoir plus ?

Vous trouverez le Rapport complet « Accélérer la transition vers un développement durable » sur [sustdev.plan.be](http://sustdev.plan.be) (en format PDF). Via ce site, vous pouvez aussi commander une version imprimée du Rapport complet, ou ne commander que le document « Synthèse et Recommandations ».

Un CD-ROM reprenant les Rapports et Plans de développement durable parus à ce jour ainsi qu'une série de documents de références belges et internationaux sur le développement durable est aussi disponible.

Vous pouvez aussi passer commande par courriel ([sustdev@plan.be](mailto:sustdev@plan.be)) ou par téléphone (02 507 74 82).